Si les femmes du Maghreb ont tenté à plusieurs reprises d'obtenir une amélioration de leurs droits, les gouvernements et les pressions sociales continuent à leur faire obstacle. Telle a été l'une des conclusions d'un forum de deux jours qui s'est achevé le samedi 27 avril à Casablanca.

Ce rassemblement était organisé par la Fédération de la Ligue démocratique des droits de la femme (FLDDF) et réunissait des mouvements féministes et des juristes venus de tout le Maghreb.

Fouzia Assouli, présidente de la FLDDF, a ouvert le forum par un résumé des combats menés par les femmes et des progrès obtenus au Maroc. Elle a également salué les luttes remportées par les groupes féministes au Maroc au sein de la constitution marocaine, les qualifiant d'uniques dans le monde arabe, tout en remarquant toutefois que la pauvreté chez les femmes marocaines ne cesse d'augmenter.

"Ce débat a pour objectif de nous présenter le statut des femmes dans les pays du Printemps arabe", a déclaré Assouli à Magharebia en marge de la réunion. "Il y a eu de nombreux changements significatifs qui ont ouvert la voie à des gouvernements conservateurs, et les femmes ont malheureusement dû renoncer à certaines de leurs avancées, alors même que leur participation au sein des mouvements arabes était effective".

Amal Karami, chercheur tunisien en religion comparée, a utilisé le terme "mouvements arabes" dans son propos à la place de "Printemps arabe", affirmant ne pas avoir, pour sa part, assisté à un Printemps arabe. "Il y a un affrontement énorme dans la rue tunisienne entre les courants moderniste et salafiste", a-t-elle expliqué.

Selon elle, les universités tunisiennes ont été le théâtre de 600 cas de mariages coutumiers et des femmes tunisiennes se sont portées volontaires pour se rendre en Libye pour y épouser des moudjahidines. "Croyez-le ou non, c'est la situation dans la Tunisie d'aujourd'hui", a-t-elle indiqué.

Il n'y a pas un seul et unique discours en Tunisie, a-t-elle ajouté. "Il y a de nombreux discours

qui vont dans la direction d'une islamisation de l'État. Il y a des tentatives qui visent à détruire les avancées que les femmes ont obtenues au fil des décennies. Le parti Ennahda veut éliminer cinquante années de progrès dans notre histoire, sous prétexte d'un conflit historique entre Rachid Ghannouchi et Habib Bourguiba."

Source : AWID

Licence de l'article: Copyright - **Titulaire de la licence de l'article:** Autre Presse